

150 ANS DE LA COMMUNE DE PARIS

LA FORCE DU RÊVE

Claude Vaillancourt ◀

Pendant mon premier séjour à Paris, à dix-neuf ans, un homme a pointé du doigt la basilique du Sacré-Cœur en me disant : « *elle n'est pas bien, cette église, nous les Parisiens, on ne l'aime pas...* » Je ne savais pas, à ce moment-là, qu'elle avait été construite, entre autres, pour « *expier les crimes de la Commune* ». Je savais encore moins en quoi consistait cette expérience singulière de la Commune, dont on fête cette année le 150^e anniversaire.

J'avais pourtant lu, deux ou trois années auparavant, *L'insurgé* de Jules Vallès, attiré surtout par le titre de l'ouvrage, prometteur d'aventures. Mais le témoignage de Vallès (écrivain, journaliste et important acteur de la Commune), trop collé sur l'événement, sans perspectives, m'avait carrément décontenancé : je me trouvais incapable de saisir la globalité d'un soulèvement noyé dans les détails. Il faut dire que je parlais de loin et que dans mon parcours scolaire, rien ne m'avait mis sur la piste d'une pareille insurrection. Mais je le pense encore aujourd'hui : la Commune n'a pas su se trouver de témoin direct sachant vraiment bien la raconter.

Il me faudra quelques années avant de comprendre la grande singularité de la Commune de Paris, l'une des plus audacieuses insurrections de l'histoire moderne, proposant de phénoménales avancées sociales, mais qui paiera chèrement le prix de sa témérité, étant par la suite écrasée avec une rage et une violence à la hauteur de l'offense qu'elle a provoquée.

La Commune et sa répression montrent bien ce qui arrive souvent aux idées progressistes lorsqu'elles sont en voie d'obtenir d'excellents résultats : les élites se braquent devant le danger de leur propre destitution, réelle ou imaginaire, et se servent de leur pouvoir pour réprimer sans pitié ce qui les menace. Ce qu'on observe encore aujourd'hui, alors que l'extrême droite semble moins dérangeante aux yeux des puissants que de véritables progressistes, même si ceux-ci demeurent aussi prudents que Syriza en Grèce ou Bernie Sanders aux États-Unis.

SURPRENANTES AVANCÉES

Les historien-ne-s ne cessent de rappeler à quel point la Commune de Paris se situe dans une continuité de révolutions, commençant par la Révolution française de 1789 et se poursuivant avec celles de 1830 et de 1848. Cela, personne ne peut le nier, tant on voit dans ces événements une forme de rituel, avec la colère initiale des citoyen-ne-s, l'érection de barricades, les discours emportés, les combats dans les rues, le renversement du pouvoir en place.

Mais la Commune se distingue par l'ampleur des réformes instaurées pendant les quelque 72 jours de son existence. Des réformes qu'on tente de mettre en place alors que les menaces viennent de partout, jusqu'à ce que déferle une fois pour toutes, dans les rues de Paris, l'armée des Versaillais accomplissant son grand massacre, pendant ce qu'on a appelé la Semaine sanglante. « *La Commune, enserrée de toute part, n'avait que la mort à l'horizon* », dira quelques années plus tard Louise Michel.

Ces réformes, permettant d'assurer « l'égalité sociale », sont jugées totalement irrecevables par les adversaires de la Commune et valent la mort à celles et ceux qui les ont défendues, mais elles correspondent à ce qui est aujourd'hui accepté, en gros, par presque toutes les tendances politiques. Les communard-e-s, par exemple, ont voulu séparer l'Église de l'État, réduire le temps de travail (en le limitant à 10 heures par jour !), réquisitionner les logements vides, encourager la formation de syndicats, rendre l'instruction laïque, obligatoire et gratuite pour tous les enfants, supprimer la peine de mort, et rendre effective l'égalité des sexes.

Ils et elles ont en plus expérimenté une forme de démocratie directe, la souveraineté du peuple étant posée comme « principe absolu » et ses représentants étant des « commissionnaires », qui doivent ainsi rendre des comptes à tout moment et ne pas s'immiscer dans la vie des gens. Dans les milieux de travail – principalement dans ceux désertés par les patrons –, les fédéré-e-s privilégient une administration très proche de l'autogestion, avec des conseils de direction formés d'ouvriers élus tous les 15 jours, et un mécanisme pour transmettre les réclamations.

Cet extraordinaire laboratoire social qu'a été la Commune a malheureusement été détruit avant même qu'il puisse fournir des résultats concluants. Ainsi l'historien Quentin Deluermoz l'a-t-il qualifiée d'« *expression historique du possible* » : un élan superbe, un bouquet de propositions novatrices, tout cela brisé par une répression sanglante. La violence contre les communard-e-s a eu un effet de contagion : ils et elles ont répliqué en déclenchant des incendies (hôtel de ville, palais des Tuileries, Louvre) et en exécutant quelques otages. Cette riposte ne doit surtout pas faire oublier que les fédéré-e-s restent de loin les principales victimes de cette grande tragédie : les historien-ne-s s'entendent difficilement sur les chiffres, mais entre 10 000 et 20 000 communard-e-s auraient été tué-e-s pendant la Semaine sanglante. Par la suite, 93 personnes sont condamnées à mort, 4 500 à la déportation et 1 250 à la réclusion perpétuelle (sans oublier les quelque 6 000 personnes qui se sont volontairement exilées).